

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 20 au 26 novembre 2025

Malgré les fortes tensions autour de la réforme des retraites, le chancelier allemand Friedrich Merz réaffirme qu'il maintient fermement son projet et exclut toute question de confiance. Le désaccord oppose surtout les jeunes députés de l'Union au reste de la coalition, car le plan prévoit de maintenir le niveau de retraite à 48 % du revenu moyen jusqu'en 2031, puis de l'augmenter légèrement, entraînant environ 120 milliards d'euros de coûts supplémentaires non prévus dans le contrat de coalition. Merz et le chef du groupe CDU/CSU, Jens Spahn, restent néanmoins optimistes et poursuivent les négociations pour parvenir à un compromis. Lors du *Arbeitgeberstag* (journée des employeurs) 2025, le 25 novembre, Merz défend également son orientation politique face aux employeurs, qui jugent la réforme trop coûteuse et demandent des mesures économiques plus ambitieuses. Il répond en soulignant que les enjeux internationaux — guerre en Europe, incertitudes américaines, ambitions chinoises — priment et nécessitent de garantir la stabilité du pays et la défense de la démocratie.

Le Bundestag examine le budget fédéral 2026, qui s'élève à environ 525 milliards d'euros, soit 22 milliards de plus qu'en 2025. Il prévoit l'une des plus fortes nouvelles dettes de l'histoire allemande : près de 100 milliards seront empruntés, auxquels s'ajoutent environ 83 milliards de fonds spéciaux pour la Bundeswehr, les infrastructures et la transition climatique. Cette flexibilité financière résulte de l'assouplissement des règles d'endettement voté en mars. Le ministère de la Défense, dirigé par Boris Pistorius, bénéficie le plus, avec un budget ordinaire accru d'un tiers et des fonds spéciaux supplémentaires. Patrick Schnieder, ministre des Transports, pourra moderniser routes et voies ferrées via le nouveau fonds, malgré la réduction de son budget classique. Des critiques dénoncent l'opacité du budget et l'usage de la dette pour combler des déficits. Le gouvernement défend une stratégie d'investissements massifs pour sécurité, compétitivité et croissance, malgré des dépenses sociales en hausse et des coûts d'intérêts estimés à 34 milliards d'euros. Le vote final est prévu vendredi.

La pression financière sur les caisses d'assurance maladie en Allemagne est en forte hausse, ce qui rend, selon la ministre de la Santé, Nina Warken (CDU), des réformes indispensables. Elle exclut toutefois la mise en place d'une nouvelle « taxe de consultation » pour tous les patients, estimant que la mesure en vigueur entre 2004 et 2012 était trop bureaucratique et inefficace. En revanche, elle estime qu'une participation financière pour les visites chez un spécialiste sans ordonnance est envisageable. Elle veut surtout instaurer un système de médecine de premier recours dans lequel les médecins généralistes constitueraient la première étape obligatoire, afin de réduire les examens redondants et de désengorger les services d'urgence. Elle souhaite également rendre la profession plus attractive en réduisant la bureaucratie et en donnant davantage de responsabilités aux assistants médicaux et aux pharmaciens. Le financement

des caisses reste toutefois incertain, car le Bundesrat a rejeté le plan d'économies lié au nouveau texte sur les compétences en soins, estimant que les hôpitaux manqueraient de moyens. Warken ne souhaite pas « démanteler » le système, mais n'exclut ni des réductions de prestations, ni une hausse des participations, ni la remise en question de la gratuité de la cotisation des conjoints. Parallèlement, elle demande une hausse automatique de la contribution fédérale à la sécurité sociale.

Une étude des instituts Agora Verkehrswende et Dezernat Zukunft estime que l'Allemagne devra investir 390 milliards d'euros dans les infrastructures de transport d'ici 2030, dont plus de la moitié à la charge de l'État fédéral. Le rail nécessiterait 146 milliards pour sa modernisation, les routes fédérales 38 milliards et le transport public local plus de 181 milliards. Le fonds spécial du gouvernement pour les infrastructures et la neutralité climatique constitue un premier pas, mais reste largement insuffisant. Pour financer ces besoins, l'étude propose plusieurs options controversées, comme un péage automobile national permettant une répartition équitable des coûts et des ressources stables, ainsi que des contributions obligatoires pour le transport public, payées par les habitants ou entreprises bénéficiaires, même s'ils n'utilisent pas directement les services. Cette approche vise à reconnaître que l'ensemble de la société profite d'un réseau performant. L'étude se fonde sur des travaux existants et a été accompagnée par un conseil d'experts du secteur public et privé.

Après la polémique suscitée par ses propos sur la ville brésilienne de Belém, le chancelier allemand Friedrich Merz semble avoir apaisé les tensions avec le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Lors d'une nouvelle rencontre en marge du sommet du G20 à Johannesburg, Merz a exprimé sur le réseau X son souhait de renforcer les relations entre l'Allemagne et le Brésil. Avec humour, il a ajouté qu'il explorerait davantage Belém lors de sa prochaine visite, des spécialités locales jusqu'aux danses traditionnelles. Selon l'entourage du chancelier, la discussion entre les deux dirigeants s'est déroulée très chaleureusement. Lula lui aurait donné des conseils pour restaurants et danses, ce à quoi Merz a répondu : « La prochaine fois, nous irons danser ensemble. » La controverse était née d'un commentaire de Merz affirmant que les participants allemands au mini-sommet environnemental étaient « contents de quitter » Belém après leur visite, une remarque perçue comme méprisante au Brésil. Les tensions semblent désormais apaisées.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

La non-signature d'Armin Laschet, président de la commission des affaires étrangères du Bundestag, sur une déclaration en soutien à l'Ukraine, initiée par Marko Mihkelson d'Estonie, suscite une vive polémique. La déclaration appelle au retrait des troupes russes et à ne pas imposer de décisions à l'Ukraine. Vingt pays européens ont signé, mais l'Allemagne fait défaut. Des députés des Verts dénoncent le manque de responsabilité de Laschet. Celui-ci explique sur X son absence par un cas familial urgent nécessitant sa présence à l'hôpital et critique vivement ce qu'il considère comme une diffamation personnelle par les Verts. Il affirme soutenir pleinement le contenu de la déclaration.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

603 euros

3	8	7
0	6	5
4	3	2
7	9	6
9	2	1

À partir du 1er janvier 2026, la limite de revenus pour les *mini-jobs* en Allemagne passera de 556 à **603 euros par mois**, puis à 633 euros en 2027. Cette hausse découle de l'indexation automatique sur le salaire minimum, qui augmentera à 13,90 euros en 2026 et 14,60 euros en 2027. Environ sept millions de personnes profiteront de cette revalorisation. La majorité travaille dans le commerce, la maintenance et la réparation automobile, tandis que près de 890.000 *mini-jobbers* sont employés dans l'hôtellerie-restauration et quelque 260.000 dans des ménages privés. Les *mini-jobs* offrent un revenu complémentaire avec des charges sociales limitées, ce qui les rend particulièrement attractifs pour les étudiants, retraités ou salariés cherchant un gain flexible. Pour conserver ce statut, le revenu mensuel moyen ne devra pas dépasser 603 euros en 2026, soit un plafond annuel de 7.236 euros.